

L'Adresse—M. McCain

Si cela se produit, nous aurons le choix entre le lièvre et le renard, comme diraient les gens de la terre ferme. Nous pouvons avoir les phoques ou les poissons, mais pas les deux. Les phoques consomment une importante ressource alimentaire nécessaire au Canada, à l'Europe, aux États-Unis et au tiers monde. Le gouvernement doit trouver un moyen d'empêcher les phoques de se multiplier ainsi dans l'Atlantique-Nord sinon cette ressource alimentaire disparaîtra.

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de parler d'un aspect du discours du trône auquel on n'a pas prêté assez d'attention. Il s'agit du bref paragraphe que voici: «Reconnaissant d'autre part que les dispositifs de sécurité sont les plus sûrs garants de notre liberté...». On parle ensuite d'augmenter notre contribution aux forces de l'OTAN en Europe de l'Ouest.

On m'a persuadé, lors de la Seconde Guerre mondiale, d'aller à l'encontre de la tradition chrétienne et de m'enrôler dans l'armée pour tuer des gens afin de lutter contre le fascisme. Je me suis vraiment demandé depuis pourquoi notre pays et nos alliés avaient fait la guerre. Je déplore le parti pris dont témoigne ce passage du discours. Il traduit une confiance exagérée dans la terreur comme moyen de garantir notre liberté et d'assurer la paix. Vous vous souvenez de l'empire romain? Ceux d'entre nous qui ont étudié César connaissent la devise des Romains: «Si tu veux la paix, prépare la guerre». Cela pouvait se défendre du temps de Jules César, lorsqu'il avait un empire en pleine expansion. Mais cette époque est bien révolue. Son pouvoir de terroriser ses voisins a disparu lorsqu'il les eu réduits à esclavage. Il ne pouvait plus s'imposer par la terreur.

● (1540)

Il ne faut pas, j'en ai l'intime conviction, continuer à terroriser tous ceux qui ne sont pas d'accord avec nous. C'est pourtant ce que préconisait le premier ministre précédent lorsqu'il disait: «Ce que nous devons faire, c'est donner la frousse aux Russes». Cela n'a rien donné. C'est plutôt nous qui avons été effrayés. Je préférerais faire confiance non seulement à la tradition judéo-chrétienne, mais aussi, comme la majorité des gens dans le monde, à des paroles comme celles-ci: «L'oeuvre de la justice sera la paix, et le fruit de la justice le repos et la sécurité pour toujours. Observez ce qui est droit et pratiquez ce qui est juste; car mon salut ne tardera pas à venir, et ma justice à se manifester.» En d'autres termes, il ne faut pas chercher remède à nos craintes contradictoires dans une intensification de la peur. L'espoir de la paix et de la liberté doit résider dans la création d'un monde plus juste, et non dans une terreur plus grande encore.

Je regrette d'autant plus que le discours du trône ne prévoient rien contre les dangers de la militarisation. Nous considérons le Canada comme un pays de gens paisibles. Et pourtant, notre économie et notre gouvernement sont en train de se militariser. Par «militarisation», j'entends surtout la promotion d'entreprises associées à la guerre à seule fin de réaliser des profits ou de faire de l'argent et cela, sans se soucier vraiment des risques qu'elles présentent pour la vie, la paix, l'économie et même l'environnement.

Depuis cinq ans que je suis au Parlement, il n'y a jamais eu de débat sérieux sur la question de la défense. Ni le gouvernement actuel ni le gouvernement précédent n'ont jamais proposé

que la façon dont on dépense le budget de la défense fasse l'objet d'un débat au Parlement. On a rarement l'occasion d'examiner publiquement les faits. On prêche très peu l'oreille aux millions de Canadiens qui, d'une façon ou d'une autre, ont manifesté, vont manifester encore en fin de semaine, et ont manifesté tous les jours de cette semaine à Toronto en faveur de la paix et pour qu'on mette un terme à la course aux armements. Ce sont des gens qui comptaient sur le succès de la conférence au sommet de Reykjavik, il y a deux semaines. Ils ont été déçus lorsque le président des États-Unis, notre allié, a contrecarré toutes les offres intéressantes de l'autre partie en insistant sur son droit absolu de mener à bien le projet stupide de la guerre des étoiles. Mais il n'y a pas que notre allié. Notre gouvernement, sous prétexte de restrictions budgétaires, rogne sur les prestations d'assurance-chômage, les fonds accordés aux garderies publiques, les crédits alloués à la santé et à l'enseignement, le financement du logement social et même l'aide à l'agriculture, accordant trop peu et trop tard pour vraiment soulager les victimes de catastrophes. Pour soutenir notre industrie compte tenu des importations subventionnées, comme l'a déjà signalé un autre orateur, le gouvernement affame le secteur de la fabrication. Peut-être souhaite-t-il qu'il disparaisse du Canada complètement comme le secteur du vêtement. Il n'appuie avec vigueur qu'un seul secteur. Quand il convoque l'équipe des acheteurs du Pentagone et continue de subventionner l'exportation des armes, il se soucie surtout des gros bénéficiaires et non pas de la défense. Il fournit un appui important aux politiques terroristes du gouvernement américain au Nicaragua. Tout en feignant de s'en défendre, il appuie la guerre des étoiles. Il permet à de plus en plus de navires et de sous-marins dotés d'armes nucléaires de pénétrer dans nos ports, notamment ceux de Vancouver, de Halifax et même de Toronto.

Le gouvernement envisage d'aménager de plus en plus de bases et d'installations militaires; il songe même à autoriser l'OTAN à installer à Goose Bay sa première base sur le littoral occidental de l'océan Atlantique. Ainsi, il a tendance à juger toute l'entreprise de défense et d'armements en fonction surtout de sa rentabilité, sans se soucier d'examiner avec soin de quelle façon elle peut contribuer à la paix. Évidemment, ceux qui osent critiquer cette entreprise sont souvent accusés, sans la moindre justification, d'une loyauté douteuse à l'égard du Canada.

Un exemple majeur m'a été signalé ces derniers mois, soit celui de la base des Forces canadiennes de Goose Bay qui a signé avec des gouvernements de pays de l'OTAN des contrats pour l'entraînement au vol à basse altitude, au grand dam des autochtones de cette région. Depuis des années, on entraîne les pilotes à voler à basse altitude au-dessus des collines du Labrador. Évidemment, il ne s'agit pas de sport, mais les pilotes voient les choses tout autrement. Apparemment, ils aiment bien effrayer les troupeaux de caribous, ce qui peut être fatal pour les femelles qui mettent bas. Apparemment, ils aiment aussi effrayer les familles indiennes et inuites qui se livrent à la chasse, comme leurs ancêtres l'ont fait pendant des milliers d'années avant que nous venions les déranger. Qui plus est, ils